



OFFRE D'EMPLOI

Poste : Conseiller·ère juridique

Organisation : TRIAL International en République démocratique du Congo - Bureau principal en RDC : Bukavu

Lieu de travail : Bukavu – RDC.

Durée du contrat : 9 mois (avec possibilité de renouvellement)

Date limite de soumission des candidatures : le dimanche 2 février 2025 à 16h (heure locale)

Salaire compétitif

Date de début : 1^{er} avril 2025

Contexte

Fondé en 2002 à Genève, [TRIAL International](#) est une ONG de droit suisse dont la mission est de lutter contre l'impunité des crimes internationaux et de soutenir les victimes dans leur quête de justice. TRIAL croit en un monde où l'impunité pour les crimes internationaux n'est plus tolérée. L'organisation offre une assistance juridique et judiciaire, mène des enquêtes, saisit la justice, développe les capacités des acteurs locaux et plaide en faveur des droits humains.

Active dans plusieurs pays au monde, TRIAL met en œuvre des projets en République démocratique du Congo depuis 2014. Les actions en justice en faveur des victimes de crimes internationaux et le renforcement des capacités des acteurs locaux sont les piliers de la mission de TRIAL en RDC. L'organisation a débuté ses activités à l'est du pays avec son bureau principal à Bukavu dans la province du Sud Kivu. Elle a élargi son champ d'intervention dans la région du Kasaï avec l'ouverture d'un sous-bureau à Kananga au début de l'année 2022.

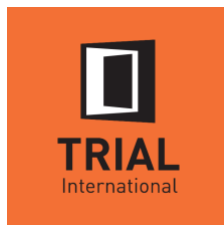
Afin de soutenir les activités prévues au Sud Kivu, TRIAL International recrute un·e Conseiller·ère juridique basé·e à son bureau principal à Bukavu (Sud Kivu).

Fonction

La/e Conseiller·ère juridique, basé·e à Bukavu, est principalement en charge de la conception, l'élaboration, la réalisation et le suivi des activités d'action en justice ainsi que de la préparation et l'organisation de formations juridiques au Sud Kivu et éventuellement dans les autres zones d'intervention de TRIAL International dans le pays. Elle/il travaille sous la direction du Coordinateur national et du Responsable du programme à Genève et met en œuvre les activités en interaction quotidienne avec une équipe de plusieurs personnes.

Responsabilités et activités principales

Dans le respect des procédures de l'organisation et sous la direction du Coordinateur national de TRIAL International :



Activités d'action en justice

- Accompagner les partenaires, ONG et avocat·e·s dans la documentation des dossiers de crimes internationaux (préparation des missions, analyse des rapports des missions) ;
- Appuyer techniquement les avocat·e·s en charge des dossiers dans les différentes phases de la procédure ;
- Participer à l'analyse des éléments de preuve et à la réflexion sur la stratégie juridique et judiciaire des dossiers en concertation avec les autres conseiller·ère·s juridiques et le Coordinateur national ;
- Rencontrer et s'entretenir avec les victimes, les partenaires locaux et internationaux qui travaillent sur les dossiers de TRIAL International dans la province du Sud Kivu ;
- Participer à la mise en place de plans de sécurité en faveur des partenaires et bénéficiaires du programme en collaboration avec les acteurs locaux et internationaux experts dans le secteur ;
- Préparer les dossiers à soumettre en justice devant les tribunaux nationaux ou les instances internationales de protection des droits de l'Homme ;
- Effectuer un suivi régulier sur l'avancement des dossiers soumis et assurer un plaidoyer auprès des acteurs judiciaires pour la résolution des défis inhérents à la procédure judiciaire ;
- Participer à l'organisation des missions d'enquête et des procès pour crimes internationaux en lien avec les avocats et les partenaires de TRIAL ;
- Identifier les bonnes pratiques dérivant de l'action en justice de TRIAL et participer au processus de capitalisation.

Activités de formation

- Participer à la conception et à l'élaboration des scénarios pédagogiques des formations dispensés par TRIAL ; Participer à l'élaboration du programme et du matériel des sessions de formation ;
- Participer à l'organisation, la préparation et la mise en œuvre (dispenser des modules de formation) et l'évaluation des sessions de formation ;
- Participer à l'identification et sélection des dossiers sur lesquels les participant·e·s aux formations vont travailler ;
- Effectuer un suivi régulier et offrir un accompagnement individualisé aux participant·e·s bénéficiaires des formations en vue de l'amélioration de leur travail sur les dossiers des crimes internationaux.

Activités de plaidoyer

- Participer aux réunions avec les acteurs d'appui au système judiciaire dans la province du Sud Kivu, réaliser le suivi et assurer le plaidoyer avec les acteurs judiciaires sur certains dossiers soumis en justice ;
- Récolter les informations factuelles et juridiques pertinentes sur la situation des droits humains au niveau local en vue de la préparation et de la soumission de rapports auprès des autorités pertinentes.



Gestion de projet

- Participer à la planification et au suivi logistique, sécuritaire et budgétaire des activités de sa compétence en respectant les procédures établies au sein du Programme ;
- Participer au monitoring de l'impact et au suivi des activités en collaboration avec les partenaires locaux de TRIAL et effectuer un rapportage interne régulier par rapport aux activités d'action en justice et de formations prévues ;
- Participer à des tâches liées à la communication autour des activités de sa compétence.

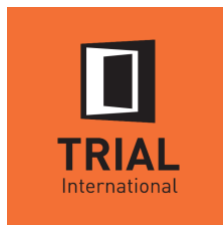
Représentation de TRIAL (rapport avec l'extérieur)

- Sur délégation et en concertation avec le Responsable de Programme et le Coordinateur national, représenter TRIAL auprès des avocat-e-s, du barreau local, des médias locaux et des autres partenaires du Programme dans la province du Sud Kivu sur des activités de sa compétence.

Profil recherché

Compétences techniques

- Licence universitaire ou maîtrise en droit, complétée par une formation dans le domaine du droit international pénal, du droit humanitaire et/ou des droits humains ;
- Inscription dans un barreau en RDC (5 ans au minimum) et justification d'une pratique régulière en tant qu'avocat-e en RDC ;
- Expérience dans le domaine de l'assistance judiciaire des victimes de violations des droits humains sur le plan pénal ou civil au niveau national ;
- Expérience de travail (ou de collaboration) dans le milieu des ONG ou autres organisations actives en RDC dans le domaine de l'assistance juridique et judiciaire aux victimes de violations des droits humains;
- Expérience dans la gestion de projet est un atout ;
- Capacité à affronter un contexte de sécurité précaire, des tensions politiques et des pressions ;
- Très bon sens de la communication, aisance dans l'anticipation des besoins et facilité à écouter et reformuler les demandes ;
- Excellentes capacités rédactionnelles des textes juridiques ;
- Excellentes aptitudes en matière de plaidoyer ;
- Excellente maîtrise des outils informatiques de base (MS Office, emails, etc.) ;
- Expérience de travail avec des outils numériques (appareil photo, caméra, enregistreur, etc...) est un atout ;
- Esprit d'analyse et de synthèse, sens des priorités, capacité d'initiative, d'organisation et de



- planification, rigueur et précision ;
- Disponibilité pour des déplacements ponctuels au niveau national ;
 - Discrétion, respect de la confidentialité et de la réserve nécessaires à l'exercice de la fonction ;
 - Excellente connaissance écrite et orale du français. La connaissance de l'anglais et du swahili est un atout.

Aptitudes et savoir-être

- Intérêt marqué pour la thématique des droits humains et identification forte au mandat de TRIAL International ;
- Professionnalisme et objectivité ;
- Stricte observation de l'éthique et de l'intégrité professionnelles ;
- Aptitude à cultiver des relations professionnelles saines, basées sur le respect, la compréhension mutuelle et l'entraide ;
- Polyvalence, autonomie, adaptabilité, disponibilité et créativité ;
- Sensible aux enjeux liés à l'interculturalité ;
- Volonté de travailler dans un environnement de travail consensuel ;
- Capacité à gérer des situations exigeantes et à maintenir une performance élevée dans des délais serrés.

Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature devront être envoyés au plus tard le **2 février 2025 à 16h** (UTC+2) aux deux adresses email suivantes : g.mushiata@trialinternational.org et d.perissi@trialinternational.org

Pour cette première phase de sélection, le dossier de candidature doit contenir :

- une lettre de motivation (1 page et demie au maximum) ;
- un CV à jour contenant 2 références professionnelles (avec numéro de téléphone et email) ;
- un extrait d'une note de plaidoirie rédigée et soumise dans une affaire en tant qu'avocat·e d'une ou plusieurs victime(s) des faits constitutifs d'infractions, le cachet du greffe faisant foi de la soumission de la note.

Seuls les dossiers complets seront pris en considération. Les candidatures féminines sont vivement encouragées. Les dossiers envoyés après la date limite de dépôt ne seront également pas pris en considération.

Dans le cas où nous recevrons un trop grand nombre de candidatures, nous ne pourrons malheureusement pas répondre à tous les candidat·e·s. Seul·e·s ceux/celles retenu·e·s pour un entretien seront contacté·e·s.



Merci de votre compréhension et de l'intérêt que vous portez à notre organisation.